

Brusquement, à travers toute la masquerade politique du gouvernement, les problèmes économiques, sociaux et culturels ont apparu.

Le temps est maintenant à la spéculation. Que l'on soit fédéraliste ou non, ou attiré par toutes les idéologies mondiales, on est pris au dépourvu, voire même en proie à la panique. Il faut bien l'avouer, le FLQ est le plus fort dans tout cela. Il faut cesser de se leurrer et regarder bien en face la réalité. Ceci est dur et humiliant pour chacun d'entre nous. Mais, cette fois-ci, les événements qui drainent les «mass media» à travers le monde ne proviennent pas de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud, mais bien de chez nous, dans la belle province catholique canadienne-française. «Est-ce possible»? Voilà ce que disent les bonnes gens.

Je tiens à dire à tous les honorables députés assis devant moi, et qui sont devenus un peu bourgeois sous le couvert de la démocratie, que de tels événements étaient depuis longtemps perceptibles dans notre horizon historique et immédiat.

Il ne faut pas dire que ces événements nous étonnent.

Le gouvernement le savait et depuis longtemps, mais personne n'avait le courage de dire ce qui n'allait pas et, surtout, d'y apporter les remèdes suffisants. Une question se pose: Pourquoi a-t-il attendu si longtemps? Peut-être pour laisser progresser les événements, jusqu'au point où il pourrait encore sauver la situation, ensuite se faire déclarer grand sauveur de la démocratie. Ainsi, avec ce nouveau bouclier, il pourrait continuer à emberlificoter tous les Canadiens!

Monsieur l'Orateur, ce jeu peut parfois coûter la vie à des innocents, s'il est mis en pratique. Je vois que plusieurs hochent la tête et trouvent ces propos durs envers le grand sauveur de la démocratie. Que penser? Sur quoi peut-on fonder ces affirmations?

Pouvons-nous demander une réponse à la question suivante, savoir: Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des nombreux avertissements données depuis longtemps?

Revivons l'histoire des Canadiens français. Leur frustration devant l'arrogance des Canadiens anglais après la conquête, leur réticence lors des conscriptions de 1901, lors de la guerre des Boers, et de celle de 1914-1918, le refus de plusieurs d'entre eux à servir sous l'Union Jack pendant la guerre de 1939-1945, l'attitude de l'ancien maire de Montréal, M. Camilien Houde, à l'égard de l'inscription obligatoire de 1940—attitude qui lui a valu quelques années de prison aux frais du gouvernement fédéral, (quel honneur!) Les déclarations de Louis-Hippolyte Lafontaine, d'Henri Bourassa, du chanoine Lionel Groulx, de Maurice Duplessis, du très honorable Louis St-Laurent, de Daniel Johnson, du chef du Ralliement créditiste (M. Caouette), de François-Albert Angers, de Jean Lesage, de Claude Ryan, de René Lévesque et bien d'autres encore, voilà autant de signes avant-coureurs de ce que nous constatons aujourd'hui.

Le chef de mon parti déclarait en 1963, et je cite:

Le séparatisme, c'est un symptôme des injustices subies par les Canadiens français. La plupart de ces hommes illustres ont été éduqués et instruits par des vieux curés de paroisse et croient encore, comme la plupart d'entre nous, à la charité vis-à-vis leurs ennemis. Ils ont appris qu'il fallait tendre la joue droite à quelqu'un qui donnait un coup à la joue gauche. Ils ont appris qu'il ne fallait pas tuer autrui. Ils ont donc protesté énergiquement contre les abus, mais n'ont fait que protester.

[M. Beaudoin.]

• (8.50 p.m.)

Aujourd'hui, cependant, les jeunes ont été éduqués par des «hommes-machines», par des confrères savants, par des gens qui sont pris dans un système de numéros et qui n'apprennent que des numéros à nos étudiants qui deviennent ce que nous connaissons.

Le temps de tendre la joue droite est terminé. Des mouvements comme Les fronts d'action populaire, les Comités de citoyens, le FLP, le MIS, le comité Vallières-Gagnon, le MLT et le tout dernier-né, le MDPPQ, c'est-à-dire le Mouvement pour la défense des prisonniers politiques du Québec, sont des mouvements qui en ont soupé de tendre la joue.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement reçoit des avertissements depuis très, très longtemps. On attend toujours pour réagir. Ainsi, pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des déclarations, appuyées de documents, que M. Saulnier faisait le 11 octobre 1969, alors qu'il disait:

Nous savons maintenant qu'au Canada des personnes et des groupes de personnes travaillent activement à l'exécution d'un plan qui a pour objet la destruction de toute liberté de notre forme de gouvernement démocratique et dans ce plan l'expression de la volonté du peuple manifestée dans les boîtes de scrutin est exclue.

Ces personnes et ces groupes sont inspirés et financés, dans plusieurs cas, par des régimes politiques étrangers rattachés à une Internationale qui n'a pas la même notion que nous des libertés fondamentales de l'homme.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas immédiatement réagi, lorsque M. Saulnier et le contentieux municipal de la ville de Montréal, par l'entremise de Me Michel Côté, ont témoigné au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts? Devant ce comité, Me Côté a déposé des documents trouvés dans les locaux de la Compagnie des jeunes Canadiens et ailleurs. Il s'agissait de tracts intitulés «Stratégie révolutionnaire» et «Mobilisation Numéro Deux».

Au cas où des députés ministériels n'auraient jamais pris connaissance de ces documents ou pour rafraîchir leur mémoire s'ils ont oublié les témoignages de MM. Saulnier et Côté, j'aimerais citer un paragraphe du document «Mobilisation Numéro Deux»:

Inévitablement, les révolutionnaires du Québec en arrivent à se regrouper dans un seul mot, sans pour autant perdre leur personnalité propre. Qu'ils militent aujourd'hui au sein du FLP, du FLQ, des comités de citoyens, des syndicats, du MLT, du MIS, du comité Vallières-Gagnon, ils participent tous à une même stratégie. Il n'y en a que deux: la stratégie électoraliste et la stratégie révolutionnaire. Tous les mouvements mentionnés écartent au départ l'électoralisme. C'est donc dire qu'ils ont opté pour un renversement révolutionnaire de l'ordre établi.

Monsieur l'Orateur, ce même document présentait un plan en trois étapes pour semer la révolution au Québec, étapes allant de la radicalisation, de l'agitation spontanée à l'insurrection populaire, y compris l'occupation armée des usines, des universités, des écoles et des services publics.

Tout est là: les buts, les méthodes, l'organisation du FLQ, leur infiltration dans des organisations comme la Compagnie des jeunes Canadiens, etc. Et même si le gouvernement n'a pas l'habitude de prêter attention aux activités des comités de la Chambre, il y avait encore d'autres moyens pour les honorables ministres de se renseigner. Ils n'avaient qu'à lire les journaux ou à regarder